

Première grosse délinquance à monsieur  
ANIANOU Désiré Martin ce mardi 24 janvier  
2017

DGM

N° 75/CA du Répertoire

N° 2003-112/CA3 du Greffe

Arrêt du 26 novembre 2014

**AFFAIRE : COLLECTIVITE  
DJIHOGANDE REPRESENTEE  
PAR GODONOU-GAH BERNARD**

C/

**PREFET DE L'ATLANTIQUE ET  
ANIANOU DESIRE MARTIN**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 22 mai 2003, enregistrée au Greffe de la Cour le 28 juillet 2002 sous le n°386/GCS, par laquelle la Collectivité DJIHOGANDE représentée par GODONOU-GAH Bernard, demeurant et domiciliée à Akpakpa, Cotonou, ayant pour Conseil maître Raphaël GNANIH, Avocat à la Cour, a saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir du permis d'habiter n°2/947 du 10 décembre 1999 ;

Vu la correspondance n°1214/GCS du 28 octobre 2003, par laquelle la requérante a été mise en demeure d'avoir à consigner au greffe de la Cour suprême la somme de cinq mille (5.000) francs CFA dans un délai de quinze (15) jours ;

Vu la correspondance n°1215/GCS du 28 octobre 2003, par laquelle la requérante a été invitée à apposer sur les feuillets de sa requête les timbres fiscaux et à produire deux (02) autres copies de son recours ;

Vu les correspondances n° 0667 et 2470/GCS des 25 février et 21 juin 2004, par lesquelles le Conseil de la requérante a été mis en demeure d'avoir à accomplir la formalité de timbrage et à produire deux (02) autres copies de son recours ;

Vu la lettre en date à Cotonou du 27 février 2004, reçue au greffe de la Cour le 07 juillet 2004, par laquelle le Conseil de la requérante a déposé son mémoire ampliatif ensemble avec les pièces y afférentes ;



Enregistré à Cotonou le 09/01/12

Fo 08

CASE 0323

Reçu Trente mille Francs

*[Signature]*

**CODO TOAFODE A. Lauretta F.**

*[Signature]*

*[Signature]*

N° 0175/GCS du 24/01/2017 à monsieur ANIANOU  
Désiré Martin le 23/01/2017 à monsieur Bernard GODONOU-GAH



Vu la correspondance n°2932/GCS du 09 août 2004, par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif ainsi que les pièces y annexées de Maître Raphaël GNANIH, ont été communiqués au Conseil du Préfet de l'Atlantique l'invitant à faire parvenir au greffe de la Cour dans un délai de deux (02) mois, ses observations en défense ;

Vu la lettre n°2083/04/SAF/AB du 05 octobre 2004, par laquelle Maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, Conseil du Préfet de l'Atlantique, a transmis à la Cour son mémoire en défense ;

Vu la correspondance n°4101/GCS du 24 novembre 2004, par laquelle le mémoire en défense de Maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE a été communiqué à Maître Raphaël GNANIH, l'invitant à faire parvenir au greffe de la Cour dans un délai de deux (02) mois ses répliques éventuelles en trois (03) exemplaires ;

Vu le reçu n°2668 du 10 novembre 2003 qui atteste le paiement de la consignation légale ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême alors en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Etienne M. FIFATIN** en son rapport ;

Ouï l'avocat général **Onésime Gérard MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;



Considérant que la requérante expose par l'organe de son Conseil :

Qu'elle est propriétaire d'un vaste domaine de terre sis à DEDOKPO AKPAKPA, relevé à l'état des lieux du lotissement de DEDOKPO sous le n°4068, morcelé en parcelles « P, Q et R » du lot 558, parcelle « B » du lot 563-564 et celle « K » du lot 573 ;

Que contre toute attente, des tiers ont pris possession desdites parcelles en les occupant sans titre, ni droit ;

Que pour défendre ses intérêts, elle a saisi le tribunal de première instance de Cotonou d'une requête en confirmation de droit de propriété ;

Qu'alors que la procédure suivait normalement son cours, le sieur ANIANOU s'est fait délivrer frauduleusement le permis d'habiter n°2/947 du 10 décembre 1999 sur la parcelle « K » du lot 573 DEDOKPO aux fins de tromper la religion du tribunal ;

Que pour préserver ses intérêts, elle a, par recours gracieux, saisi le Préfet de l'Atlantique aux fins d'annulation dudit permis d'habiter ;

Que tant le recours gracieux que tous les autres moyens utilisés pour entrer en possession de son bien sont restés sans suite ;

Que du fait du silence de l'administration, elle a dû saisir la Cour pour voir annuler ce permis qui porte atteinte à ses intérêts ;

### **EN LA FORME**

#### **Sur la recevabilité**

Considérant que le recours introduit par la requérante tend à l'annulation pour excès de pouvoir, du permis d'habiter n° 2/947 du 10 décembre 1999 ;

Que conformément aux dispositions de l'article 68 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, « Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux (02) mois. Ce délai court de la



*[Signature]*

*[Signature]*



date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification.

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.

Le silence gardé plus de deux (02) mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite d'un délai de deux (02) mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux (02) mois susmentionnée. Néanmoins lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux (02) mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour instruire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux (02) mois prévu à l'alinéa précédent..... » ;

Considérant qu'en l'espèce, il ressort de l'examen du présent recours que la requérante a saisi le Préfet de l'Atlantique, autorité ayant délivré le permis d'habiter querellé, par lettre n°2002/ARG/1941 FA du 17 avril 2002, réceptionnée sous n°2251 → SAD le 22/05/02 ;

Que face au silence de l'Administration, deux (02) mois après l'introduction du recours gracieux, la requérante disposait, à partir du 23 mai 2002, de deux autres mois pour introduire son recours contentieux ;

Mais que le recours contentieux de la requérante daté du 22 mai 2003 a été enregistré au secrétariat de la chambre administrative de ladite Cour le 25 juillet 2003 ;

Qu'ainsi, il s'est écoulé plus de douze (12) mois entre le recours gracieux et le présent recours contentieux ;

Que le recours de la requérante ainsi introduit hors délai, doit être déclaré irrecevable ;

**Par ces motifs,****Décide :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Est irrecevable, le recours en date du 28 juillet 2003, de la Collectivité DJIHOGANDE, représentée par GODONOU-GAH Bernard ayant pour Conseil Maître Raphaël GNANIH et tendant à l'annulation du permis d'habiter n°2/947 du 10 décembre 1999.

**Article 2 :** Les frais sont à la charge de la requérante.

**Article 3 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT ;**

**Etienne M. FIFATIN**

**Et**

**Etienne S. AHOUANKA**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-six novembre deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Onésime Gérard MADODE, Avocat Général,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Calixte A. DOSSOU-KOKO,**

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le Président,

Le Rapporteur,

**Jérôme O. ASSOGBA**

**Etienne M. FIFATIN**

Le Greffier

**Calixte A. DOSOU-KOKO**



